

Bâtir un secteur alimentaire durable, innovant, résilient, créateur d'emplois, produisant une alimentation favorable à la santé

Consultation des parties prenantes sur la stratégie d'accélération
« Alimentation durable favorable à la santé »

Les constats : de formidables opportunités mais des défis majeurs pour notre secteur alimentaire

- L'évolution de la démographie et des habitudes alimentaires, les liens entre la qualité de l'alimentation et la santé, l'impératif de transition écologique et les nouvelles attentes sociétales appellent **une évolution de l'offre alimentaire** qui constitue à la fois un levier de développement pour les acteurs du secteur et un enjeu majeur en termes de santé publique.
- **Près de la moitié des adultes et 17 % des enfants sont en surpoids ou obèses en France aujourd'hui, reflet d'inégalités sociales encore très marquées.** La croissance de la prévalence du diabète de type 2 se poursuit. Selon une étude (2016) de la direction générale du Trésor, le coût social de la surcharge pondérale avoisinait 20 Mds€. La consommation de sel stagne à un niveau trop élevé, celle de sucre est trop importante tandis que la consommation de fruits et légumes et de fibres est beaucoup trop faible.
- A l'échelle mondiale, le **système alimentaire constitue aujourd'hui un déterminant majeur de l'évolution des écosystèmes terrestres et aquatiques.** Il représente une part très significative des émissions de gaz à effet de serre.
- Dans le même temps, **le secteur agricole et agroalimentaire français, qui constitue notre troisième excédent sectoriel, a une part de marché à l'export en recul** de 2,4 points au niveau mondial et de près de 4 points au niveau européen entre 2000 et 2015, essentiellement en raison d'une baisse de compétitivité, alors que le potentiel de croissance pour le secteur agroalimentaire français est considérable.
- En outre, notre système alimentaire présente une **forte dépendance protéique** vis-à-vis d'importations, à laquelle le plan national pour le développement des protéines végétales propose de répondre. La crise de la Covid a souligné les enjeux d'une résilience de nos systèmes alimentaires et en particulier d'une meilleure autonomie protéique des élevages.
- L'enjeu est aussi **d'améliorer les comportements alimentaires de la population et de permettre l'accès de tous à une alimentation de qualité, notamment pour les jeunes.** Ces enjeux ont été rappelés par la Convention citoyenne sur le climat, qui propose d'engager la restauration collective vers des pratiques plus vertueuses, de développer les circuits courts et les pratiques agro-écologiques, et de mieux informer les consommateurs.

Les partis-pris de la stratégie

- La stratégie d'accélération permettra de mieux comprendre les relations entre alimentation et santé, et d'accompagner les **acteurs des filières pour le développement d'une alimentation plus durable, plus diversifiée et plus équilibrée** et répondant aux attentes des consommateurs et des citoyens, en favorisant l'émergence de leaders français dans le secteur de la foodtech sur de nouveaux marchés. La stratégie doit permettre aux acteurs des filières agroalimentaires de valoriser les systèmes et pratiques agricoles fondés sur les principes de l'agro-écologie, d'améliorer l'autonomie protéique de la France et de renforcer la place des processus de fermentation dans la transformation et la conservation des aliments. Elle stimulera des approches intégratives de construction des qualités des aliments dès l'amont, couplant production agricole et transformation pour lever des verrous au bénéfice de la santé et de la durabilité.

- > En s'appuyant sur les nouvelles technologies, la stratégie permettra de gagner en compétitivité, **d'améliorer l'information et la confiance des consommateurs dans les produits en associant l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur** en faveur d'une alimentation plus durable et plus favorable à la santé, en favorisant notamment les systèmes alimentaires territoriaux, l'autonomie protéique et des processus de transformation et conservation basés sur les ferments.
- > Le **capital humain est essentiel** pour la réussite de cette stratégie d'accélération : les évolutions attendues nécessiteront une anticipation des nouveaux besoins en compétences et une adaptation des formations et des parcours professionnels, alors que le secteur agroalimentaire connaît structurellement une problématique d'attractivité de ses métiers.

De ces partis-pris découlent trois axes d'intervention

- > Un axe centré sur les sciences du vivant, visant à mieux comprendre les relations entre **alimentation**, microbiote intestinal et **santé**, et à accompagner le développement de nouveaux produits plus sains et durables, en se fondant sur une approche intégrative associant l'ensemble des maillons de la production agricole à la transformation.
- > Un axe centré sur les sciences de l'ingénieur et les sciences humaines et sociales, et mobilisant les **outils numériques** notamment pour améliorer l'information du consommateur et la réponse à ses besoins spécifiques, et également pour développer des démarches d'innovation territoriale telles que les « systèmes alimentaires territoriaux ».
- > Un axe dédié au **capital humain** : attractivité des métiers, évolution des compétences, appareil de formation...

Les ambitions du Gouvernement en lançant la stratégie d'accélération « Alimentation durable et favorable à la santé »

- > **Participer à l'atteinte des objectifs du programme national de l'alimentation et de la nutrition** : par exemple, diminuer de 20% la prévalence du surpoids et de l'obésité chez les enfants et les adolescents, augmenter la consommation de produits bio, de légumineuses, etc.
- > **Augmenter l'offre de produits plus durables et favorables à la santé : bio, HVE et autres démarches de qualité**, recettes ciblées (sans allergènes, sans gluten, sans résidus de pesticides, d'anti-microbiens, etc.) ou simplifiées (limitant l'usage d'auxiliaires technologiques, d'additifs, de texturants, de colorants, etc.), à destination des nouveaux régimes alimentaires (flexitarisme, végétarisme), adaptées au vieillissement ou à d'autres facteurs (ressources, solitude, capacités physiques, etc.), alimentation personnalisée.
- > **Augmenter la part des produits alimentaires favorables à l'environnement et amplifier la transition écologique** : en accompagnant les démarches environnementales supérieures limitant notamment l'usage d'intrants chimiques conventionnels et les circuits courts bénéficiant d'une traçabilité tout au long de la filière pour valoriser les pratiques différenciantes.
- > **Réaliser le potentiel de croissance du secteur alimentaire et le rendre plus résilient pour notre souveraineté et notre autonomie** : avec une création nette d'emplois dans l'agroalimentaire, et en rattrapant notre retard en matière de protéines végétales et notamment de légumineuses, et en valorisant mieux nos entreprises à l'export.

Vous êtes invités à apporter votre contribution à l'élaboration de cette stratégie à travers un [questionnaire accessible via ce lien](#).

Date limite de réponse : 15/01/21

Pour en savoir plus sur cette stratégie :
jean-marc.callois@agriculture.gouv.fr
maxime.durande@pm.gouv.fr